



# Un « geste », certes ! Mais l'essentiel reste à faire !

---

Lundi 4 février, le ministre Vincent Peillon a reçu les organisations syndicales pour présenter l'agenda de la refondation de l'école. Parmi les sujets qu'il a présentés, il a indiqué, qu'au titre des urgences, il envisageait des mesures pour la catégorie C.

Jeudi 7 février, à l'issue du processus de concertation ouvert dans le cadre de l'agenda social, Marylise Lebranchu, ministre de la Fonction publique et de la décentralisation a présenté les axes sur lesquels allaient s'ouvrir une négociation dans les prochaines semaines. Elle a annoncé le décontingement de l'accès à l'échelon 8 pour le dernier grade de la catégorie C.

Le gouvernement a donc fait le choix d'un « geste » pour les agents dont les grilles indiciaires sont les plus dévalorisées. Il n'aurait pas pu faire moins !

**Le SNASUB-FSU n'a cessé de revendiquer depuis son instauration le décontingement de l'échelon 8 du dernier grade de la catégorie C. Il s'est aussi opposé à ce que l'accès à cet échelon « spécial » soit régi par un tableau d'avancement au choix et non à l'ancienneté. Cette mesure immédiate est donc une première bonne nouvelle, mais qui reste insuffisante pour répondre à l'urgence sociale.** En effet, le décontingement ne concerne immédiatement que quelques centaines de collègues adjoints administratifs principaux de 1<sup>ère</sup> classe dans l'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, et n'améliorera pas la situation des quelques 33.000 autres ADJAENES.

**Pourtant, l'ensemble des syndicats ont souligné l'importance qu'il y a à revaloriser sans attendre la valeur du point d'indice, gelé depuis 2010.** Une telle mesure permettrait à tous les agents de voir leurs traitements augmenter. En effet, la pouvoir d'achat des fonctionnaires n'a eu de cesse de baisser.

Autre mesure qui s'imposait, tant elle est injuste et, qui plus est, inefficace du point de vue des finances publiques, c'est **l'abrogation de la journée de carence** en cas de maladie. Là aussi toutes les organisations syndicales le réclament. La ministre de la Fonction publique a indiqué qu'elle n'avait pas le mandat pour l'annoncer.

En outre, elle a rappelé, comme le ministre de l'Education nationale quelques jours auparavant, que le budget était contraint et que la situation des finances publiques nécessitait d'être redressées. **En clair, à l'image des choix politiques faits depuis des années maintenant, il s'agit de réduire les dépenses, d'assumer une politique d'austérité.** Pour le SNASUB et la FSU, ce sont les recettes qu'il faut augmenter, notamment par une fiscalité plus juste qui touche tous les revenus. Bref, il faut augmenter les recettes.

**Les grilles indiciaires des trois catégories n'ont eu de cesse de se tasser.** Les promotions sont insuffisantes pour permettre une reconnaissance effective du travail des agents par le changement de grade, mais aussi de corps. La mise en œuvre de l'indemnitaire au mérite, et notamment la PFR, aggrave les inégalités, entrave le droit à la mobilité choisie, et met les personnels en concurrence les uns avec les autres. Et celle-ci s'est faite au détriment de l'indiciaire. C'est la lucidité de ce constat qui conduit le SNASUB-FSU à revendiquer de manière urgente :

- le dégel du point d'indice avec comme perspective à court terme de rattraper les 13% de pouvoir d'achat perdus depuis 2000 ;
- l'abrogation de la journée de carence ;
- une reconstruction des grilles indiciaires permettant de véritables déroulement de carrière et l'intégration des indemnités au traitement indiciaire ;
- l'abandon de toute rémunération au mérite, par exemple la prime de fonction et de résultat (PFR).
- un plan de requalification massive des emplois de C vers B et de B vers A.

Pour gagner sur ces revendications, il faut faire reculer la logique d'austérité qui s'oppose à l'amélioration des conditions de travail, au droit effectif à la promotion pour toutes et tous, à l'augmentation du pouvoir d'achat. Le gouvernement, faisant le choix d'un budget de rigueur, n'a pas encore fait le choix d'entamer le changement. La mobilisation peut et doit l'y pousser !

**Parce que le SNASUB-FSU a fait le choix d'un syndicalisme offensif, qui refuse toutes les postures opportunistes parce qu'il s'attache à défendre toujours l'intérêt général, il contribuera, avec la FSU, à construire toutes les mobilisations unitaires, à les nourrir des exigences des collègues, pour que les négociations soient menées sous le signe d'un rapport de force favorable aux personnels et que leurs revendications soient effectivement portées avec détermination !**

